

évidentes de la crise économique en Algérie. Avant même la chute brutale du niveau de vie de la population algérienne à partir de 1986, consécutive à la baisse des cours du pétrole et aux restrictions des importations de produits de consommation populaires (la consommation de luxe se porte toujours aussi bien); avant même la pénurie en produits de première nécessité; avant même ce qu'on appelle là-bas comme ici la "rentabilisation" industrielle, c'est-à-dire les licenciements, les fermetures d'entreprises, la baisse accélérée des salaires, l'exploitation accrue de ceux qui restent au travail...

Avant même tout cela, la classe ouvrière algérienne n'acceptait pas, en fait n'a jamais accepté, l'énorme décalage entre les discours officiels sur le progrès national, et la croissance accélérée des inégalités sociales, y compris en pleine période de boom pétrolier.

Les explosions sociales ne datent pas de cette année. En 1977, sous Boumedienne, il y eut une violente vague de grèves, de véritables batailles rangées entre la police anti-émeutes et les dockers algérois. Une grève générale chez les cheminots qui, eux aussi, paraît-il, se sont affrontés à la police. De tout cela, il n'y a eu à l'époque quasiment pas un mot dans la presse officielle, ni d'ailleurs dans la presse étrangère. Aux yeux du monde comme des dirigeants algériens, la classe ouvrière algérienne n'existait toujours pas. Mais le régime a eu peur, et comment. C'est cette peur qui incita sans doute Boumedienne, dans un discours télévisé du mois de septembre de la même année, à dire aux travailleurs qu'ils étaient des "ingrats" et des "enfants" quand ils se mettaient à faire des grèves, tout en invectivant la bureaucratie syndicale centrale qui n'avait pas été "à la hauteur", c'est-à-dire pas capable de s'opposer efficacement aux grévistes. Mais, tout de même prudent, Boumedienne annonça néanmoins aux travailleurs une augmentation des salaires...

Sous Chadli, les grèves ont continué de plus belle. En 1982, ce sont les 9 000 ouvriers du complexe de Véhicules Industriels de Rouiba, à 30 kilomètres d'Alger, qui se sont mis en grève. La grève a démarré la semaine qui a suivi la fin des congés annuels. Voilà pourquoi: jusqu'en 1977, il y avait dans de nombreuses entreprises, un 13<sup>e</sup> et parfois même un 14<sup>e</sup> mois. Ils ont été supprimés et remplacés, à partir de 1977, par "le partage du bénéfice". Sauf que leur part du bénéfice, les ouvriers n'en voyaient pas la couleur. Résultat: chaque année, désormais, des grèves éclatent sur cette histoire de partage du bénéfice.

A Rouiba, en 1982, la grève démarre par les équipes du matin. Les ateliers se vident, et dès 6 heures, tout le monde se retrouve dans l'allée centrale du complexe industriel. Le président de l'Assemblée des Travailleurs de l'Entreprise (une structure instituée par le régime), debout sur un